



STAND FOR OUR PARENTS

– Human Rights Advocacy Association –

La sécurité dans la région des Grands Lacs, voie déterminante vers le développement durable

Security in the Great Lakes Region as a Decisive Pathway to Sustainable Development

Agression rwandaise en RDC · Rwandan Aggression in the DRC

Entre déni stratégique et preuves accablantes · Between strategic denial and overwhelming evidence

Conférence annuelle AFBA – AFBA Annual Conference

20-24 septembre 2026 · Sal, Cabo Verde

Note d'analyse – plaidoyer & documentation · Document de référence



FRANÇAIS

- Le conflit à l'Est de la RDC depuis plus de trois décennies constitue, au regard du droit international, une agression armée du Rwanda contre un État souverain.
- Malgré le déni persistant de Kigali, un faisceau de preuves irréfutables — rapports d'experts de l'ONU, témoignages, imagerie satellite, aveux diplomatiques, documents saisis.
- Participation directe des Forces de défense rwandaises (RDF) aux côtés du M23/AFC.
- Violations massives du droit international humanitaire et des droits humains.

ENGLISH

- The conflict in eastern DRC for over three decades constitutes, under international law, an armed aggression by Rwanda against a sovereign State.
- Despite Kigali's persistent denial, an irrefutable body of evidence — UN expert reports, testimonies, satellite imagery, diplomatic admissions, seized documents.
- Direct participation of the Rwanda Defence Force (RDF) alongside the M23/AFC.
- Massive violations of international humanitarian law and human rights.



6 000–7 000

militaires rwandais (RDF) aux
côtés de l'AFC/M23

*Rwandan troops (RDF) alongside the
AFC/M23*

Rés. 2773

Conseil de sécurité de l'ONU –
21 fév. 2025

UN Security Council – 21 Feb 2025

≈ 2 M

personnes déplacées au seul
Sud-Kivu

people displaced in South Kivu alone

887

cas de violences sexuelles
documentés (2025)

*cases of sexual violence documented
(2025)*

Sources : Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC · Conseil de sécurité · BCNUDH – UN Group of Experts · Security Council · UNJHRO



Racines du conflit et escalade militaire

Roots of the conflict and military escalation

FRANÇAIS

- Génocide rwandais de 1994 (~800 000 morts) ; exode de près d'un million de Hutus vers l'Est du Congo (ex-Zaire).
- Tensions ethniques ; interventions répétées de l'armée rwandaise ; présence persistante des FDLR.
- Le M23 (créé en 2012) réémerge en 2021 avec un soutien accru du Rwanda.
- Janvier 2025 : prise de Goma — escalade majeure du conflit.

ENGLISH

- 1994 Rwandan genocide (~800,000 dead); exodus of nearly one million Hutus into eastern Congo (former Zaire).
- Ethnic tensions; repeated interventions by the Rwandan army; persistent presence of the FDLR.
- The M23 (formed 2012) re-emerged in 2021 with increased Rwandan support.
- January 2025: capture of Goma — a major escalation of the conflict.



Une agression armée internationale

An international armed aggression

Charte des Nations Unies – art. 2(4)

Interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale d'un État.

UN Charter – Art. 2(4)

Prohibition of the threat or use of force against a State's territorial integrity.

Résolution AGNU 3314 (XXIX)

Définit l'agression comme l'emploi de la force armée par un État contre la souveraineté d'un autre.

UNGA Resolution 3314 (XXIX)

Defines aggression as the use of armed force by one State against another's sovereignty.

Acte constitutif de l'UA – art. 4

Réaffirme le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États membres.

AU Constitutive Act – Art. 4

Reaffirms the principle of non-interference in Member States' internal affairs.

« Conflit armé international, avec la présence avérée des troupes rwandaises » – qualification désormais partagée par les institutions onusiennes.



Une posture de dénégation constante

A consistent posture of denial

FRANÇAIS

- Le Rwanda nie toute implication militaire directe ou tout soutien au M23.
- Objectifs : préserver ses relations diplomatiques ; maintenir sa participation aux opérations de paix de l'ONU ; éviter sanctions et poursuites.
- Justification officielle : la « menace des FDLR » présentée comme mesure défensive.
- La RDC : les FDLR servent de « prétexte » ; le M23 est un véritable « cheval de Troie ».

ENGLISH

- Rwanda denies any direct military involvement or support to the M23.
- Aims: preserve diplomatic relations; maintain participation in UN peace operations; avoid sanctions and prosecution.
- Official justification: the “FDLR threat” framed as a defensive measure.
- The DRC: the FDLR serve as a “pretext”; the M23 is a veritable “Trojan horse.”



Le tournant du 22 janvier 2026

The turning point of 22 January 2026 – Ambassador M. Mukantabana acknowledges collaboration with the AFC/M23

“

La reconnaissance publique de la coordination avec l'AFC/M23 par l'ambassadrice rwandaise l'ambassadrice rwandaise a rendu la position officielle de Kigali intenable.

The public acknowledgement of coordination with the AFC/M23 by the Rwandan ambassador has rendered Kigali's official position untenable.

Déclaration devant la Chambre des représentants des États-Unis – TV5MONDE Info, 24 janvier 2026



Les rapports du Groupe d'experts de l'ONU

The reports of the UN Group of Experts

FRANÇAIS

- Groupe d'experts de l'ONU (mandat prorogé par la rés. 2783) — rapports réguliers et exhaustifs.
- Rapport de mi-mandat (S/2025/858, 30 déc. 2025) : « soutien soutenu et coordination opérationnelle » avec la RDF.
- Brouillage électronique ; contrôle consolidé autour de Goma ; coordination multi-fronts ; emprise minière (mine de Twangiza).
- 6 000 à 7 000 militaires rwandais combattant aux côtés de la coalition AFC-M23.

ENGLISH

- UN Group of Experts (mandate renewed by res. 2783) — regular, comprehensive reports.
- Mid-term report (S/2025/858, 30 Dec 2025): “sustained support and operational coordination” with the RDF.
- Electronic jamming; consolidated control around Goma; multi-front coordination; grip on mining (Twangiza mine).
- 6,000 to 7,000 Rwandan soldiers fighting alongside the AFC-M23 coalition.



Preuves matérielles et reconnaissances officielles

Material evidence and official acknowledgements

FRANÇAIS

- Imagerie par drones et satellites ; vidéos authentifiées ; renseignements croisés (HCDH) ; témoignages concordants.
- Aveu diplomatique : déclaration de l'ambassadrice rwandaise à Washington (janv. 2026).
- Rés. 2773 du CS : « condamne fermement » l'offensive menée « avec le soutien de la RDF ».
- Sanctions des États-Unis contre des responsables rwandais (ministre J. Kabarebe).

ENGLISH

- Drone and satellite imagery; authenticated video; cross-checked intelligence (OHCHR); concordant testimonies.
- Diplomatic admission: statement of the Rwandan ambassador in Washington (Jan 2026).
- UNSC Res. 2773: “strongly condemns” the offensive conducted “with the support of the RDF.”
- US sanctions against Rwandan officials (Minister J. Kabarebe).



Un « règne de la terreur » documenté

A documented "reign of terror"

FRANÇAIS

- Les experts de l'ONU dénoncent un « règne de la terreur » dans les zones sous contrôle du M23.
- Exécutions extrajudiciaires ; détentions arbitraires ; déplacements forcés ; incendies de maisons ; ciblage de civils hutus.
- Ni « incidents frontaliers » ni dérapages isolés : des violations délibérées, organisées et répétées du droit international.

ENGLISH

- UN experts denounce a “reign of terror” in the areas under M23 control.
- Extrajudicial executions; arbitrary detention; forced displacement; burning of homes; targeting of Hutu civilians.
- Neither “border incidents” nor isolated excesses: deliberate, organised and repeated violations of international law.



Uvira, 10 déc. 2025 – 17 janv. 2026

HRW report "Door-to-Door Horror in Eastern Congo" – ≥53 summary executions · ≥8 rapes · ≥12 enforced disappearances

“

C'était le chaos. Nous avons jeté nos sacs et couru. Je n'ai pas été touché, alors j'ai couru vers j'ai couru vers le lac. J'ai vu mon frère, sa femme et deux de ses enfants tomber.

It was chaos. We threw down our bags and ran. I was not hit, so I ran towards the lake. I saw my brother, his wife and two of his children fall.

Témoignage recueilli par Human Rights Watch – Uvira, 10 décembre 2025



Un tribut humain accablant

An overwhelming human toll

> 90 000

cas de violences sexuelles liées au
conflit en RDC (2025)

*conflict-related sexual violence cases in
the DRC (2025)*

795 000

enfants privés d'éducation —
écoles fermées ou détruites

*children deprived of education — schools
closed or destroyed*

2 365

cas de recrutement d'enfants
soldats recensés (2024)

*child-soldier recruitment cases recorded
(2024)*

≈ 2 M

personnes déplacées au Sud-Kivu
; habitations incendiées

*people displaced in South Kivu; homes
burned*

887 cas de VS documentés / 1 534 victimes (dont 854 femmes, 672 filles) · deux tiers des violations graves contre enfants attribuées au M23. — 887 documented cases / 1,534 victims; two-thirds of grave child violations attributed to the M23.



Résolutions et saisine internationale

Resolutions and international referral

FRANÇAIS

- Rés. 2773 du CS (adoptée à l'unanimité, 21 fév. 2025) : condamne, exige cessation et retrait, nomme explicitement le Rwanda.
- Conseil des droits de l'homme : condamnation ; commission d'enquête internationale sur le Nord et le Sud-Kivu.
- Juin 2026 : la RDC saisit la Cour internationale de Justice (CIJ) contre le Rwanda — réparations et souveraineté.

ENGLISH

- UNSC Res. 2773 (adopted unanimously, 21 Feb 2025): condemns, demands cessation and withdrawal, expressly names Rwanda.
- Human Rights Council: condemnation; international commission of inquiry into North and South Kivu.
- June 2026: the DRC institutes proceedings against Rwanda before the ICJ — reparations and sovereignty.



Sanctions internationales et rôle de l'UA

International sanctions and the role of the AU

FRANÇAIS

- États-Unis : sanctions contre le min. J. Kabarebe (fév. 2025), puis l'armée rwandaise et quatre commandants (mars 2026).
- Union européenne : dirigeants du M23 et responsables rwandais. Canada : suspension des permis d'exportation.
- RDC : appel à des sanctions ciblées et à un embargo sur les ressources minières.
- Union africaine : critiquée pour avoir « renvoyé dos à dos » agresseur et agressé.

ENGLISH

- United States: sanctions against Min. J. Kabarebe (Feb 2025), then the Rwandan army and four commanders (Mar 2026).
- European Union: M23 leaders and Rwandan officials. Canada: suspension of export permits.
- DRC: call for targeted sanctions and an embargo on mineral resources.
- African Union: criticised for “placing aggressor and aggrieved on an equal footing.”



Une justification intenable

An untenable justification

FRANÇAIS

- Le Rwanda qualifie les FDLR de « milice génocidaire » et accuse Kinshasa de collaboration — ce que la RDC dément.
- Réalité : groupe affaibli, peu nombreux, rapatrié à plusieurs reprises.
- Capacité de menace contre le Rwanda jugée négligeable.
- Les opérations du M23 et des RDF ciblent des civils hutus, non les FDLR.

“

Ces FDLR ont par ailleurs signé avec le gouvernement de la République Démocratique du Congo, un protocole portant sur le désarmement, la démobilisation et le cantonnement de leurs combattants.

M. Floribert ANZULUNI, ministre congolais de l'intégration régionale, le mardi 28/07/2026 (actualite.cd ou afriqueconfidentielle.com)

ENGLISH

- Rwanda labels the FDLR a “genocidal militia” and accuses Kinshasa of collaboration — which the DRC denies.
- Reality: a weakened group, few in number, repatriated on several occasions.
- Their capacity to threaten Rwanda is assessed as negligible.
- M23 and RDF operations target Hutu civilians, not the FDLR.

“

These FDLR have, moreover, signed with the Government of the Democratic Republic of the Congo a protocol on the disarmament, demobilisation and cantonment of their combatants.

Mr Floribert ANZULUNI, Congolese Minister for Regional Integration, Tuesday 28 July 2026 (actualite.cd or afriqueconfidentielle.com)



Une crise humanitaire et un risque régional

A humanitarian crisis and a regional risk

FRANÇAIS

- Plus de 2 millions de déplacés au Sud-Kivu ; des centaines de milliers au Nord-Kivu.
- 795 000 enfants privés d'éducation ; insécurité alimentaire croissante.
- Le contrôle des ressources minières (Twangiza) finance l'agression.
- Menace d'une guerre régionale — instabilité de toute la région des Grands Lacs.

ENGLISH

- Over 2 million displaced in South Kivu; hundreds of thousands in North Kivu.
- 795,000 children deprived of education; growing food insecurity.
- Control of mineral resources (Twangiza) finances the aggression.
- Threat of a regional war — instability across the entire Great Lakes region.



Voies de justice et conditions de paix

Avenues of justice and conditions for peace

FRANÇAIS

- Justice : CIJ ; CPI ; Tribunal spécial (hybride) pour la RDC ; juridictions nationales.
- Obstacles : non-respect des cessez-le-feu ; impunité persistante ; intérêts économiques.
- Conditions : retrait immédiat et sans condition des troupes rwandaises ; neutralisation des FDLR.
- Justice transitionnelle, lutte contre l'impunité et contrôle des ressources minières.

ENGLISH

- Justice: ICJ; ICC; a Special (Hybrid) Tribunal for the DRC; national jurisdictions.
- Obstacles: non-compliance with ceasefires; persistent impunity; economic interests.
- Conditions: immediate and unconditional withdrawal of Rwandan troops; neutralisation of the FDLR.
- Transitional justice, the fight against impunity and control of mineral resources.



9 • CONCLUSION

Une agression désormais avérée

An aggression now established

- L'une des crises les plus graves qu'ait connues la région des Grands Lacs.
 - Les preuves de l'implication directe des RDF sont désormais irréfutables ; les aveux de 2026 ont mis fin au déni.
 - Gravité exceptionnelle des violations — plus de 90 000 cas de violences sexuelles en 2025.
 - Une paix durable exige le retrait immédiat, la neutralisation, la justice et une volonté politique ferme.
- One of the gravest crises the Great Lakes region has known.
 - The evidence of direct RDF involvement is now irrefutable; the 2026 admissions ended the denial.
 - Exceptional gravity of the violations — over 90,000 cases of sexual violence in 2025.
 - A lasting peace requires immediate withdrawal, neutralisation, justice and firm political will.



SOURCES CLÉS · KEY SOURCES

- Groupe d'experts de l'ONU sur la RDC — Rapport final S/2026/466 (5 juin 2026) ; Rapport de mi-mandat S/2025/858 (30 déc. 2025)
- Conseil de sécurité des Nations Unies — Résolution 2773 (2025), S/RES/2773 (21 février 2025)
- Human Rights Watch — « Door-to-Door Horror in Eastern Congo » (14 mai 2026)
- Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH) — Rapport 2025
- Cour internationale de Justice — Activités armées sur le territoire du Congo (RDC c. Rwanda)

DIGNITÉ · JUSTICE · FAMILLE · ENSEMBLE

STAND FOR OUR PARENTS · Human Rights Advocacy Association

contact@standforourparents.org · standforourparents.org